

La déconstruction de Macron. Analyse de l'éthos du président de la République dans la conférence de presse prononcée par Jean-Luc Mélenchon le 10 décembre 2018

Deconstructing Macron. An analysis of the President of the Republic's ethos in the press conference by Jean-Luc Mélenchon on the 10th December 2018.

JAVIER VICENTE PÉREZ
Universidad de Zaragoza
jvicente@unizar.es

Abstract

Based on the ethos studies conducted in the field of discourse analysis, we provide in this article a study of the press conference given by Jean-Luc Mélenchon, on the 10th December 2018, in response to the televised address that Emmanuel Macron, the President of the French Republic, gave to the Nation on that same date, because of the “Yellow Vests” crisis. In that response, the leader of La France insoumise offers his parliamentary group's opinion on the words pronounced by Macron, but he also intends to neutralize the positive image that the President has tried to create of himself through his speech. In this article we study the discursive work carried out by Mélenchon, from Macron's previous ethos, with the goal of creating a negative effect on his rival's image as a political leader.

Keywords

Political discourse, discursive image, ethos deconstruction, public address, Jean-Luc Mélenchon.

Resumen

Partiendo de las investigaciones sobre el ethos realizadas en el ámbito del análisis del discurso, proponemos en este trabajo un estudio de la rueda de prensa ofrecida por Jean-Luc Mélenchon, el 10 de diciembre de 2018, en respuesta a la declaración televisada dirigida a la Nación, ese mismo día, por el presidente de la República, Emmanuel Macron, con motivo de la crisis de los “chalecos amarillos”. En dicha respuesta, el líder de La France insoumise ofrece la opinión de su grupo parlamentario a propósito de las palabras pronunciadas por Macron, pero también intenta neutralizar la imagen positiva que el presidente ha querido crear de sí mismo en su alocución. En este trabajo realizamos un análisis de la labor discursiva que Mélenchon lleva a cabo, a partir del ethos previo de Macron, en su intento por producir un efecto negativo en la imagen de líder político de su adversario.

Palabras clave

Discurso político, imagen discursiva, deconstrucción del ethos, alocución pública, Jean-Luc Mélenchon.

1. Introduction

La plupart des études récentes qui abordent la question de l'éthos dans la perspective de l'analyse du discours se centrent sur deux types de problématiques différentes quoique complémentaires. Le plus grand nombre se pose comme objectif l'analyse des stratégies dont se sert le locuteur pour construire une image de lui-même convenable aux fins qu'il se propose d'atteindre à travers son discours. D'autres travaux étudient les moyens utilisés par l'instance émettrice pour réparer son image publique, lorsqu'elle a subi une détérioration due à des actions ou à des discours antérieurs. Le locuteur effectue alors ce qu'Amossy (2010) appelle le *retravail de l'éthos préalable*, afin de rétablir un ethos favorable qui puisse annuler les effets de cette image négative qui menace sa crédibilité.

Ces deux types de travaux se centrent donc sur la construction et sur la reconstruction de l'image de l'orateur dans et par son propre discours. Beaucoup d'entre eux choisissent comme domaine d'étude le discours politique, étant donné le rôle primordial que joue l'image publique pour tous les individus qui exercent le pouvoir ou qui aspirent à l'exercer. En effet, leur capacité d'attirer des voix dépend dans une très large mesure de l'image qu'ils offrent aux citoyens et cette image se construit partiellement à travers l'éthos qu'ils élaborent dans leur discours.

Il existe un troisième groupe de travaux, bien plus restreint que les deux autres, qui vise à analyser la construction discursive de l'image d'une personne différente du locuteur. On examine alors des cas où l'instance émettrice cherche à transmettre à son auditoire une certaine image d'une tierce personne, en fonction toujours des objectifs visés par l'acte de communication (*cf.*, p. ex., Martel & Jolicoeur, 2013; Lonfat, 2013; Lacaze, 2017). Le discours politique se montre également très adéquat pour l'étude des cas où le locuteur se livre à la déconstruction et à la reconstruction de l'image de quelqu'un d'autre, dans le but de tirer un certain profit de cet ethos attribué au personnage dont il est question dans son discours. En effet, dans la lutte politique, on a très souvent recours non seulement à la construction d'une image positive de soi, mais aussi à la destruction de l'image positive de l'adversaire et à la création d'un ethos négatif de ce dernier, cherchant à le rendre non désirable aux yeux d'une audience qui fait partie de l'électorat et qui devra voter dans un futur non lointain.

Cette troisième possibilité nous semble tout à fait pertinente pour l'étude de l'éthos en général et plus particulièrement pour l'analyse de l'éthos dans le domaine du discours politique. En effet, elle permet d'observer comment les stratégies utilisées par un locuteur afin de façonner une image positive de lui-même sont retravaillées par un deuxième locuteur dans le but de la déconstruire et de construire une contre-image capable de créer chez l'auditoire des effets contraires à ceux voulus par la première instance.

La prise en considération de ces stratégies de retournement de l'image constitue l'objectif de ce travail. Nous nous proposons de mettre en évidence l'image initiale qu'un deu-

xième locuteur se propose d’anéantir ainsi que les procédés adoptés dans ce processus de démolition et d’élaboration d’une image qui puisse éveiller dans l’esprit du public l’ethos contraire à celui qui avait été prévu par le premier locuteur.

Pour ce, nous avons analysé les paroles prononcées par Jean-Luc Mélenchon lors d’une conférence de presse tenue le 10 décembre 2018 à l’Assemblée nationale, suite à l’allocution télévisée à la Nation le même jour d’Emmanuel Macron depuis le Palais de l’Élysée. Le président de la République s’adresse à la Nation trois semaines après le début de la crise des “gilets jaunes”, mettant ainsi fin à une période d’absence publique qui a sapé son image comme leader politique. Dans son discours, il prend en compte les causes de cette crise et propose une liste de mesures visant à améliorer la situation du pays et à apaiser le mécontentement populaire. Mais cette allocution est destinée sans doute aussi à réparer l’image endommagée d’un président qui ne vit pas ses meilleurs jours et qui voit augmenter les critiques dans la rue et dans les médias.

Immédiatement après cette allocution présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, le leader de La France insoumise, se présente devant la presse pour passer en revue les mesures annoncées par le président et sans doute aussi pour essayer d’annuler les effets positifs du travail de réparation de l’image effectué par Macron. Nous abordons dans ce travail le discours prononcé par Mélenchon lors de cette conférence de presse publique, en prenant comme base méthodologique les études sur l’ethos réalisées dans la perspective de l’analyse du discours par des auteurs comme Ruth Amossy (2010, 2014), Patrick Charaudeau (2006, 2014) ou Dominique Maingueneau (2002).

2. Cadre théorique

Le concept rhétorique classique d’ethos qui, à la suite d’Aristote, est considéré comme “l’image que l’orateur construit de lui-même dans son discours afin de se rendre crédible” (Amossy, 2010: 25), fait partie, conjointement avec le logos et le pathos, d’une entreprise de persuasion délibérée. Il est le “fruit d’un savoir-faire [et] renvoie nécessairement à un sujet intentionnel qui programme sa présentation de soi en fonction de ses objectifs propres” (Amossy, 2010: 25). Dans la réélaboration effectuée par l’analyse du discours, ce concept s’étend à des discours qui n’ont pas de but persuasif, ainsi qu’à des productions linguistiques qui ne relèvent pas du discours oral, de telle façon qu’il peut s’appliquer à tous les types. Tel que l’affirme Amossy:

[...] il n’est pas nécessaire de se lancer dans une entreprise de persuasion où il faut paraître crédible pour construire un ethos: celui-ci est indissociable de l’utilisation du langage par un sujet parlant. Il en résulte, non seulement que l’ethos traverse le discours de part en part et apparaît dans les situations de communication les plus diverses, mais aussi qu’il n’est pas nécessairement conscient et programmé. (Amossy, 2010: 36-37)

Ainsi, “pour l’analyse du discours le locuteur, dès lors qu’il est engagé dans un échange verbal avec l’autre et quelle que soit la nature de cet échange verbal, effectuée bon gré mal gré, de façon programmée ou spontanée, une présentation de soi” (Amossy, 2014: 22), ce qui fait de l’ethos une dimension constitutive du discours. En fait, la crédibilité du locuteur est nécessaire à tout acte d’énonciation; ainsi “la construction d’une image de soi inhérente à toute prise de parole doit assurer la crédibilité et l’autorité du locuteur aux yeux de son auditoire” (Amossy, Koren & Saltykov, 2018: 117).

Tout acte d’énonciation construit donc une certaine image du locuteur, de telle façon que tous les discours configurent un ethos de l’instance qui les produit. Comme l’auteure le rappelle, l’ethos “s’élabore en fonction de modèles culturels et de contraintes génériques à partir desquels le locuteur construit une image de soi appropriée. Une présentation de soi réussie est tributaire des cadres dans lesquels elle s’effectue” (Amossy, 2014: 23). Dans cette perspective, l’analyse des conditions imposées par le genre résulte fondamentale pour l’étude de l’ethos construit et transmis par l’instance émettrice. En effet, la production de l’ethos est soumise aux contraintes imposées par ce que Maingueneau (2007) appelle la *scène d’énonciation*, au sein de laquelle il distingue trois plans différents et complémentaires à partir desquels se construisent les discours: la *scène englobante*, la *scène générique* et la *scénographie*. La première correspond au type de discours: administratif, politique, publicitaire, religieux, etc. La deuxième se rapporte aux genres de discours particuliers; elle est liée aux normes propres d’un genre déterminé, “au contrat attaché au genre comme institution discursive” (Amossy, 2010: 37). Ainsi “pour le discours politique, par exemple, il peut s’agir d’une allocution du chef de l’État, d’un tract, d’un journal militant, etc.” (Maingueneau, 2007: 31). Ces deux plans définissent le cadre scénique du texte, à l’intérieur duquel celui-ci est pragmatiquement conforme. La *scénographie*, pour sa part, correspond au dispositif de parole concret choisi librement par l’émetteur de chaque discours, ce dispositif constituant:

[...] un scénario que le locuteur sélectionne à l’intérieur du cadre fourni par le genre, et qui lui permet de moduler son image. Ainsi, le chef d’État qui s’adresse à l’ensemble des citoyens dans son allocution télévisée du Nouvel An peut-il choisir, parmi bien d’autres, le scénario du père de famille avisé et bienveillant s’adressant à ses enfants. (Amossy, 2010: 37)

Patrick Charaudeau, qui distingue la *situation de communication* de la *situation d’énonciation*, propose aussi trois plans dans la construction des textes¹. La *situation de communication* est définie comme “l’ensemble des conditions situationnelles qui déterminent en partie le sens de l’acte de langage et qui font de celui-ci un objet d’échange contractuel entre

1 Le *texte* est compris comme “toute production langagière configurée de façon verbale, iconique ou par tout autre système sémiologique signifiant: il est le résultat de l’acte de langage dans sa manifestation sémiologique, qu’il soit ouvert ou fermé, oral ou écrit, long ou court, continu comme dans une production écrite ou fragmenté en une succession de prises de parole comme dans une conversation” (Charaudeau, 2006: 25).

les deux parties concernées” (Charaudeau, 2006: 29). Dans cette première dimension, qui est de l’ordre du socialement institué et qui constitue un contrat communicationnel, Charaudeau distingue la *situation globale de communication* et la *situation spécifique de communication*. La *situation globale*, qui correspondrait à la *scène globale* de Maingueneau, est un premier lieu de structuration des grands domaines de pratique sociale (le politique, le juridique, l’économique, le médiatique, le religieux, etc.) en domaines de communication. Elle constitue ainsi ce que Charaudeau (2015) appelle un *contrat global* définissant les conditions communicationnelles de l’échange selon la nature des partenaires, la finalité discursive de l’échange et le domaine thématique. La *situation spécifique*, correspondant à la *scène générique* de Maingueneau, constitue un *contrat spécifique*, un *sous-contrat*, qui concrétise les conditions du *contrat global* qu’est la *situation globale de communication*. Il s’agit d’un second lieu de construction des pratiques sociales en domaine d’échange communicationnel, dans lequel le domaine de communication politique, par exemple, se spécifie différemment selon qu’il s’agisse d’un meeting, d’un tract, d’une déclaration télévisée, d’un programme électoral, etc.

La *situation d’énonciation*, qui correspond à la *scénographie* du modèle de Maingueneau, et qui constitue un troisième plan de construction textuelle, est “le lieu d’intervention du sujet qui sous les instructions discursives imposées par le contrat, procède à la mise en scène de son acte de langage” (Charaudeau, 2015: 112). Si la *situation de communication* est de l’ordre de l’imposé socialement, la *situation d’énonciation* est de l’ordre de la mise en œuvre. C’est le lieu où intervient le sujet qui, en utilisant diverses stratégies, se livre à la construction de son discours. En effet, bien que contraint par les conditions imposées par la *situation de communication*, le sujet est relativement libre de se positionner par rapport à celle-ci (Charaudeau, 2006: 35). Ces contraintes face auxquelles le sujet jouit d’une certaine liberté discursive proviennent de différentes dimensions de la situation: l’identité des partenaires et leur place dans l’échange, la finalité de l’échange en termes de visée, le propos convoqué et les conditions matérielles dans lesquelles se réalise l’échange (Charaudeau, 2001: 53-54).

S’il est vrai que tous les types de discours construisent une certaine image de l’instance émettrice, il est vrai aussi que dans le cas du discours politique, destiné surtout à convaincre l’audience des bienfaits du projet représenté par l’émetteur, le travail sur l’ethos s’avère fondamental pour cette entreprise de conviction. En effet, tel que l’affirme Charaudeau (2001: 57), la finalité de la situation de communication politique sélectionne une visée d’*incitation*. Cette visée implique que l’émetteur n’est pas en position d’autorité; il ne peut donc qu’inciter son destinataire à faire. “Il doit alors ‘faire croire’ (par persuasion ou séduction) à *tu* qu’il sera le bénéficiaire de son propre acte” (Charaudeau, 2001: 55). En ce qui concerne les autres éléments qui constituent la situation globale de communication, le discours politique est caractérisé par la présence de trois instances, l’instance *politique*, l’instance *adverse* et l’ins-

tance *citoyenne*, reliées par une instance de *médiation*, un média d'information; le domaine thématique, pour sa part, traite d'une *idéologie sociale* (Charaudeau, 2006: 31).

La situation spécifique de communication concrétise ces éléments. Ainsi, dans le cas de la conférence de presse que nous analysons, l'instance politique est incarnée dans la figure du chef de file d'un parti qui s'oppose à celui du président de la République et qui a pour objectif de le remplacer dans l'exercice du pouvoir. L'instance adverse est justement ce dernier, dont l'allocution télévisée a eu lieu quelques minutes avant. L'instance citoyenne est l'ensemble de la population, qui est censée avoir écouté les paroles d'Emmanuel Macron. La relation qui s'établit entre ces trois instances est double: d'un côté, une relation d'opposition entre l'instance politique et l'instance adverse; d'un autre côté une relation qui cherche la captation de la volonté de l'instance citoyenne par l'instance politique. L'instance de médiation est représentée par le média télévisuel, qui diffuse le discours de Mélenchon, mais aussi par les journalistes présents dans la conférence qui reproduiront plus tard le message totalement ou en partie dans d'autres moyens de communication. Le propos thématique porte sur la situation de crise que vit la France et sur les solutions proposées par le chef de l'État. Pour ce qui est des conditions matérielles de l'acte, la situation spécifique qu'est la conférence de presse télévisée impose un cadre où le locuteur s'exprime devant la caméra et devant des journalistes qui, selon les circonstances, peuvent ou non poser des questions à la personne qui vient de prononcer son discours. Dans le cas qui nous occupe, Mélenchon quitte la salle une fois son discours terminé et il n'y a pas d'interaction avec les journalistes présents. En ce qui concerne les citoyens, destinataires ultimes du message, aucun échange ne peut se produire, l'acte de communication étant unidirectionnel.

C'est dans ce cadre situationnel que l'émetteur effectue la mise en scène de son discours, en déployant les stratégies qu'il considère les plus convenables à ses fins. Afin de se positionner par rapport à la situation de communication et de construire son discours d'une façon relativement libre, le locuteur peut avoir recours à trois types de stratégies (*cf.* Charaudeau, 2006): de *légitimation*, de *crédibilité* et de *captation*. Le premier type permet au locuteur de réclamer son droit à la parole, sa légitimité à s'adresser à son audience. Le deuxième type vise à se rendre crédible aux yeux des destinataires du discours. Finalement, le locuteur met en place le troisième type de stratégie quand il cherche à faire en sorte que son public "trouve de l'intérêt à ce qu'il dit, partage son opinion ou adhère de façon irrationnelle à ses propres sentiments" (Charaudeau, 2006: 37). Les stratégies de *légitimation* se basent sur la mise en valeur des connaissances, de l'expérience ou de la filiation du locuteur. Les stratégies de *crédibilité* reposent habituellement sur la construction d'une image, d'un ethos de personne sérieuse, qui "raisonne avec calme, est pondérée, sait peser le pour et le contre, prouve ce qu'[elle] dit, rapporte des faits qui sont avérés, etc." (Charaudeau 2006: 37). Les stratégies de *captation* cherchent souvent à toucher l'affect du public "en créant chez celui-ci des mouvements émotionnels (effets de pathos)" (Charaudeau 2006: 37). S'il est vrai que la

captation recourt fréquemment au pathos, aux passions, à l'éveil des affects chez l'auditoire, il est vrai aussi que ce type de stratégies se base fréquemment sur la création d'un ethos, d'une image favorable de l'émetteur capable de s'attirer l'affection des destinataires.

Ainsi, Charaudeau, dans son travail fondamental sur le discours politique (Charaudeau, 2014), distingue deux types d'ethos: les ethos de *crédibilité* et les ethos d'*identification*. Comme l'auteur le rappelle:

[...] la crédibilité n'est pas, à l'instar de la légitimité, une qualité attachée à l'identité sociale du sujet. Elle est au contraire le résultat d'une construction, construction opérée par le sujet parlant de son identité discursive de telle sorte que les autres soient conduits à le juger digne de crédit. (Charaudeau, 2014: 91)

Les ethos d'*identification*, de leur côté, "puisent [...] dans l'affect social: le citoyen, au travers d'un processus d'identification irrationnel, fond son identité dans celle de l'homme politique" (Charaudeau, 2014: 105). Ils cherchent à entraîner l'admiration et le respect, à faire adhérer les esprits à la personne qui en fait montre.

Dans la catégorie des ethos de *crédibilité* nous trouvons trois types: l'ethos de *sérieux*, qui "dépend des représentations que, dans chaque groupe social, on a de ce qui est sérieux ou non" (Charaudeau, 2014: 92); l'ethos de *vertu*, qui exige que la personne qui se consacre à la politique "fasse preuve de sincérité et de fidélité, à quoi doit s'ajouter une image d'honnêteté personnelle" (Charaudeau, 2014: 94); l'ethos de *compétence*, qui "exige de quelqu'un qu'il possède à la fois savoir et savoir-faire" (Charaudeau, 2014: 96).

La catégorie des ethos d'*identification*, pour sa part, est composée par six classes: l'ethos de *puissance*, qui est vu comme "une énergie physique", comme "une force de la nature" (Charaudeau, 2014: 106); l'ethos de *caractère*, qui participe de cet autre imaginaire de force qu'est celui de la force de l'esprit (Charaudeau, 2014: 107); l'ethos d'*intelligence*, qui est bien difficile à définir, mais qui découle d'"un imaginaire collectif qui témoigne de la façon dont les membres d'un groupe social [...] conçoivent et [...] valorisent l'intelligence" (Charaudeau, 2014: 112); l'ethos d'*humanité*, qui est en rapport avec "la capacité de faire preuve de sentiments, de compassion envers ceux qui souffrent", mais qui implique aussi "savoir avouer ses faiblesses, montrer quels sont ses goûts, jusqu'aux plus intimes" (Charaudeau, 2014: 114); l'ethos de *chef* qui est, encore plus que les précédents, tourné vers les citoyens (Charaudeau, 2014: 118); l'ethos de *solidarité*, qui "fait de l'homme politique un être qui non seulement est attentif aux besoins des autres, mais les partage et s'en rend compte" (Charaudeau, 2014: 125).

Selon l'image discursive qu'il veut se construire, en fonction des objectifs de son intervention, l'émetteur sélectionne un ou plusieurs ethos parmi ces possibilités et le(s) développe dans et par son intervention afin d'obtenir la faveur de son auditoire. Mais dans la plupart des types de discours, et notamment dans le cas du discours politique, l'émetteur ne bâtit

pas son image en partant de zéro. En effet, normalement l'homme ou la femme politique qui se présente devant les citoyens a déjà une histoire, constituée d'actions, de comportements et de discours passés, qui ont construit une image publique de sa personne. Il s'agit de cette "réputation personnelle du sujet parlant [...], qui oriente *a priori* la façon dont il sera perçu" dont parle Amossy (2010: 73). C'est son *ethos préalable*, considéré comme "l'ensemble des données dont on dispose sur le locuteur au moment de sa présentation de soi" (Amossy, 2010: 73). Cet ensemble se compose d'aspects divers: "il comprend la représentation sociale qui catégorise le locuteur, sa réputation individuelle, l'image de sa personne qui dérive d'une histoire conversationnelle ou textuelle, son statut institutionnel et social" (Amossy, 2010: 73).

Parfois cette image qui pèse dans l'esprit des membres de l'audience quand ils écoutent ou lisent le message actuel de l'émetteur n'est pas favorable aux fins que celui-ci se propose au moment présent. Dans ce type de cas, le locuteur ou le scripteur peuvent effectuer dans son discours ce qu'Amossy (2010) appelle le *retravail de l'ethos préalable*, qui "permet de dépasser un certain immobilisme, qui est aussi une pesanteur sociale" (Amossy, 2010: 89). En effet, si les personnalités politiques se livrent souvent à ce type de travail dans leurs discours, c'est parce que "la parole vivante (qu'elle soit orale ou écrite) a la capacité d'infléchir ce qu'on sait et pense du locuteur" (Amossy, 2010: 89). Comme l'auteure le reconnaît, "ce retravail est ardu, complexe et parfois de longue haleine; il doit déjouer de nombreux pièges et ses résultats sont loin d'être toujours décisifs. Mais il n'est pas impossible, comme le prouvent de nombreux exemples dans les domaines les plus divers" (Amossy, 2010: 89).

Grâce à ce processus de *retravail*, l'émetteur du message tente de rétablir un ou plusieurs des *ethos* que nous avons évoqués plus haut. Ainsi le personnage politique sélectionne ceux qui conviennent le mieux à la réparation des aspects de son image qui se révèlent les plus endommagés, dans le but de récupérer une considération publique conforme à ses objectifs. Il est indispensable alors de mettre en exergue les *ethos* sur lesquels se centre le processus de reconstruction effectué par Emmanuel Macron et ceux sur lesquels porte l'opération de déconstruction réalisée par Jean-Luc Mélenchon, dans la mesure où nous nous proposons d'analyser la façon dont la réaction du chef de La France insoumise s'adapte à l'allocution du président et aux stratégies qu'il avait utilisées. Examinons donc tout d'abord les aspects fondamentaux du discours d'Emmanuel Macron.

3. L'allocution du président de la République

Cette déclaration a été télévisée en direct le 10 décembre 2018 à 20 heures depuis le salon doré du palais de l'Élysée². Elle est entourée des formalités habituelles dans ce type d'émission, depuis la séquence d'ouverture, qui inclut les premières mesures de l'hymne

2 La transcription du discours de Macron et la vidéo sont disponibles sur le site web de la présidence de la République: <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/12/10/adresse-du-president-de-la-republique-du-lundi-10-decembre-2018>.

national, l'image du palais siège de la présidence, le sceau de la République et la légende "Déclaration du Président de la République", servant à annoncer et à légitimer le discours auquel on assiste comme émanant du chef de l'État.

L'allocution a lieu trois semaines après le début de la crise des "gilets jaunes", pendant lesquelles le président a été absent des médias. Cette absence et les événements qui se sont produits au cours de la première période de la crise ont endommagé l'image publique d'Emmanuel Macron. Il prononce un discours long de treize minutes destiné à analyser les causes de la crise et à annoncer une série de mesures visant à améliorer la situation de toutes ces Françaises et de tous ces Français qu'il interpelle. Ce discours est sans doute aussi destiné à réparer l'image d'un président qui avait demandé la confiance des électeurs en se présentant aux élections comme le symbole d'une nouvelle façon de concevoir la politique.

La crise a détérioré deux facettes fondamentales de l'image de Macron en tant que premier dirigeant de la France: tout d'abord sa capacité d'empathie et de rapprochement vis-à-vis des citoyens, surtout des plus défavorisés; ensuite sa capacité de *leadership*, c'est-à-dire son aptitude à concevoir et à diriger un projet de développement de la société qui puisse la conduire vers un état de bien-être collectif. C'est certainement pour cela que le discours du président vise surtout la reconstruction de trois types d'ethos: l'ethos de *solidarité*, qui veut montrer la proximité du chef de l'État vis-à-vis des souffrances des secteurs sociaux les plus touchés par la crise; l'ethos de *chef*, destiné à présenter Macron comme le leader capable, par son action politique, de subvenir aux besoins des citoyens dont il tient son mandat et de garantir les valeurs de la République qu'il incarne en tant que chef de l'État; l'ethos de *caractère*, cherchant à laisser entendre aux citoyens que l'homme politique qui leur parle possède le courage nécessaire pour "affronter l'adversité sans faiblir, et sans céder à la démagogie" (Charaudeau, 2014: 110).

L'absence du président sur la scène publique pendant les trois semaines initiales de la crise ayant provoqué une fracture entre lui et les citoyens, Macron cherche dès le début de son discours à combler ce fossé et à créer une image d'unité avec son audience. Ainsi, immédiatement après la formule de salutation protocolaire "Françaises, Français", il prononce un énoncé chargé d'une force toute particulière: "nous voilà ensemble au rendez-vous de notre pays et de notre avenir". Cet énoncé a sans doute comme but de créer une communauté unissant le locuteur et son audience, une communauté qui s'assemble à l'occasion d'un moment clé pour sa destinée.

Et à la fin du discours, juste avant la formule rituelle de clôture "Vive la République, vive la France", il confirme cet ethos de solidarité initial et cet esprit d'unité avec ses concitoyens en une circonstance cruciale en affirmant: "Notre seule bataille, c'est pour la France". Entre ces deux limites du discours, cet ethos de solidarité, marqué dès le début par l'emploi de la première personne du pluriel et par l'adverbe *ensemble*, va imprégner le discours com-

plet d'un président qui veut renouer les liens rompus avec bien des secteurs de la société française.

En effet, le pronom *nous* est fréquemment utilisé par le président tout au long de son discours afin d'entretenir cette sensation de communauté avec son audience, composée idéalement par le peuple français en son entier. Comme l'explique Amossy:

La relation du "je" au "nous" comporte des enjeux sociaux et politiques importants. Elle marque la volonté du sujet parlant de se voir et de se montrer en membre d'un groupe qui fonde son identité propre. En retour, elle signifie aussi qu'il entend représenter tous ceux que recouvre le pronom "nous", qu'il se donne comme leur porte-parole officiel (le chef de l'État parlant au nom de la France) ou comme un représentant auto-mandaté (un particulier déclarant "nous les Français"). (Amossy, 2010: 156)

Ainsi, par exemple, dans la première partie de son discours, portant sur l'analyse de la crise, Macron affirme: "Nous avons tous vu le jeu des opportunistes qui ont essayé de profiter des colères sincères pour les dévoyer. Nous avons tous vu les irresponsables politiques dont le seul projet était de bousculer la République, cherchant le désordre et l'anarchie"; des énoncés destinés à rassembler son audience autour de son raisonnement et de son point de vue critique par rapport à ses opposants politiques. Plus tard, dans la partie consacrée à la présentation des mesures qu'il compte mettre en œuvre pour améliorer la situation du pays, il interpelle son public en déclarant: "Nous voulons bâtir une France du mérite, du travail, une France où nos enfants vivront mieux que nous", s'érigeant ainsi en porte-parole de ce collectif dont il se montre solidaire. Mais s'il se montre solidaire de toutes les Françaises et de tous les Français, hormis ces "opportunistes" et ces "irresponsables politiques" qui ont voulu profiter des "colères sincères", le président veut montrer son empathie tout spécialement vis-à-vis des personnes qui subissent le plus durement les conséquences de la situation économique et sociale et qui ont exprimé cette colère sincère que le président considère "juste". Parmi ces défavorisés Macron choisit en guise d'exemple le "couple de salariés qui ne finit pas le mois et se lève chaque jour tôt et revient tard pour aller travailler loin", la "mère de famille célibataire, veuve ou divorcée, qui ne vit même plus, qui n'a pas les moyens de faire garder les enfants et d'améliorer ses fins de mois et n'a plus d'espoir", les "retraités modestes qui ont contribué toute leur vie et souvent aident à la fois parents et enfants et ne s'en sortent pas", les "plus fragiles, [les] personnes en situation de handicap dont la place dans la société n'est pas encore assez reconnue". Tous des archétypes de la souffrance qui permettent au président de montrer son côté humain. L'un de ces prototypes de ce que Charaudeau (2000) appelle *la topique de la douleur* sert à Macron à montrer l'une des attitudes fondamentales de l'ethos de *solidarité*; il s'agit de *l'écoute*, qui dénote la "prise en considération des autres, de leurs problèmes, de leurs souffrances mais également de leurs demandes" (Charaudeau, 2014: 127). En effet, en se référant à ces mères de famille en difficulté, il affirme les avoir

vues “disant [leur] détresse sur tant de ronds-points”, montrant ainsi son côté attentif aux besoins des citoyens.

C’est justement le rappel de ces secteurs de la société qui permet à Macron de présenter, dans la deuxième partie de son discours, un programme de mesures grâce auquel il peut apparaître comme un chef capable d’apporter les réponses nécessaires à la situation de crise. Mais cet ethos de *chef-souverain* est créé depuis le début du discours, puisque Macron adopte le ton et la manière³ de ce que Charaudeau appelle le *parler tranquille*, qui “se caractérise par un ton de voix qui ne soit ni terne, ni éclatant” (2014: 133). Ce ton, accompagné d’un grand contrôle des mouvements et des gestes, contribue à la création de l’image d’un *chef-souverain paternel* et “renvoie à l’idée d’une personne qui est capable de contrôler ses pulsions primaires et qui nourrit au fond d’elle-même une force d’âme hors du commun, susceptible de prendre en charge les problèmes du monde” (Charaudeau, 2014: 133). Cet ethos de chef paternel se voit renforcé par l’adoption, à des moments clés du discours, de l’énonciation délocutive, qui “présente ce qui est dit comme si le propos tenu n’était sous la responsabilité d’aucun des interlocuteurs en présence et ne dépendait que du seul point de vue d’une voix tierce, voix de la vérité” (Charaudeau, 2014: 138). Dans le discours politique, ce type d’énonciation, qui efface toute trace des interlocuteurs, “pare l’orateur d’une figure de souverain, parce que se mettant au-dessus de la mêlée il se fait le porteur d’une vérité établie” (Charaudeau, 2014: 138). Ainsi Macron recourt-il parfois dans son allocution à des phrases présentées comme des vérités générales, qui le font apparaître comme le porte-parole de valeurs communes qui se trouvent à la base du vivre ensemble. En énonçant ces valeurs, et en s’appuyant sur elles, le président se confond avec celles-ci et se présente comme le chef-souverain destiné à les assurer (cf. Charaudeau, 2014: 120-121). Il en est ainsi, par exemple, quand, au début de son allocution, après avoir constaté les essais de dévoyer les colères sincères afin de créer le désordre et l’anarchie, il prononce plusieurs énoncés à valeur générale, présentés comme des vérités indiscutables:

Aucune colère ne justifie qu’on s’attaque à un policier, à un gendarme, qu’on dégrade un commerce ou des bâtiments publics. Notre liberté n’existe que parce que chacun peut exprimer ses opinions, que d’autres peuvent ne pas les partager sans que personne n’ait à avoir peur de ces désaccords. Quand la violence se déchaîne, la liberté cesse.

À partir de ces principes de la cohabitation en société, le président tire une conclusion qui appelle au retour à la paix sociale: “C’est donc désormais le calme et l’ordre républicain qui doivent régner”. Et, immédiatement, en s’exprimant comme le véritable chef du pouvoir exécutif, il affirme, à la première personne du pluriel: “nous y mettrons tous les moyens car rien ne se construira de durable tant qu’on aura des craintes pour la paix civile”. Finalement,

3 Nous empruntons le terme de *manière* à la sociologie de Goffman (1973). Pour l’auteur, ce concept comprend des éléments comme l’attitude, la façon de parler, les mimiques ou les comportements gestuels, des éléments qui indiquent le rôle que la personne veut jouer dans une situation donnée (cf. Goffman, 1973: 29).

en assumant son rôle à la première personne du singulier, il adopte l'énonciation élocutive et se présente comme le chef-souverain qui dirige le gouvernement avec une volonté inébranlable: "J'ai donné en ce sens au gouvernement les instructions les plus rigoureuses".

Et juste avant la présentation de ses mesures, il adopte l'une des figures fondamentales de l'ethos de *chef* selon Charaudeau (2014: 118-120). Il s'agit de la figure du *guide*. En effet, lorsqu'il déclare: "c'est en pressentant cette crise que je me suis présenté à votre suffrage pour réconcilier et entraîner et que je n'ai pas oublié cet engagement et cette nécessité", le président apparaît comme le *guide-prophète* doté d'une clairvoyance extraordinaire qui lui permet d'anticiper les problèmes avant qu'ils ne se présentent. Il se montre aussi comme le *guide-berger*, comme le rassembleur capable de réunir le troupeau, en rétablissant l'harmonie sociale, et de l'amener à la terre promise du bonheur collectif. C'est à partir de cette image de leader que commence l'exposé des mesures de différents ordres qu'il pense appliquer pour obtenir la paix et la prospérité nationales, un exposé destiné à montrer que ce "conducteur d'hommes" (Charaudeau, 2014: 119) a élaboré un plan pour atteindre cet état idéal.

Mais si Macron veut montrer qu'il a un plan, il veut aussi transmettre à son auditoire qu'il a la force de caractère nécessaire pour le mettre en œuvre. Il a déjà exhibé cette force au début de son discours au moyen de deux figures de l'ethos de caractère: la *vitupération* et l'*avertissement* (cf. Charaudeau, 2014: 107-110). En effet, en constatant "les violences inadmissibles" qui se sont produites, il blâme ces "opportunistes" et ces "irresponsables politiques" qui auraient essayé de profiter de la situation pour provoquer le "désordre" et "l'anarchie". Et il lance un avertissement catégorique: "ces violences ne bénéficieront d'aucune indulgence". Macron récupère cet ethos de caractère pour ouvrir la liste de ses mesures politiques par une annonce ferme, à la première personne du singulier: "C'est d'abord l'état d'urgence économique et sociale que je veux décréter aujourd'hui". Cette décision est renforcée par l'emploi de la formule *je veux* désignant la volonté claire et déterminée du chef de l'État. Cette formule, destinée à montrer la force d'esprit de l'orateur, revient souvent dans l'exposé, parfois répétée dans une suite d'énoncés successifs qui commencent par *je le veux*, et qui montrent le désir de "trouver une voie pour en sortir tous ensemble". Ces suites commençant par un verbe de volonté à la première personne du singulier constituent une *anaphore rhétorique*, capable de construire un ethos charismatique (cf. Mayafre: 2015).

Cette volonté ferme du président de la République se transforme en action politique quand il énumère ses mesures concrètes, destinées à résoudre des problèmes importants qui se trouvent à la base du mécontentement social. Parfois l'annonce de ces mesures adopte la forme d'une injonction à d'autres pouvoirs de l'État, présentant un Macron dirigeant résolument la politique du pays: "Je demande au gouvernement et au Parlement de faire le nécessaire afin qu'on puisse vivre mieux de son travail dès le début de l'année prochaine". Mais souvent, ces décisions se présentent sous la forme d'affirmations catégoriques qui constituent

de véritables promesses, des engagements fermes du président vis-à-vis de la société: “Le salaire d’un travailleur au SMIC augmentera de 100 euros par mois dès 2019 sans qu’il en coûte un euro de plus pour l’employeur”. L’exposé de ces mesures cherche à offrir l’image d’un président résolu, engagé; Macron cherche même à confirmer cet ethos auprès des membres de son audience en les interpellant directement: “Vous le voyez, nous répondrons à l’urgence économique et sociale par des mesures fortes, par des baisses d’impôts plus rapides, par une meilleure maîtrise des dépenses plutôt que par des reculs”.

Le panorama que nous venons de présenter, à partir de l’allocution d’Emmanuel Macron, compose l’image d’un chef-souverain, solidaire de ses concitoyens, dont le dessein est de les guider vers un état de bien-être personnel et social, et qui possède la force d’âme requise pour accomplir ce dessein. Macron se construit l’image d’un leader idéal doté des atouts nécessaires pour diriger le pays dans cette situation de crise, cherchant ainsi à s’attirer la bienveillance de ces Françaises et de ces Français auxquels il se dirige et qui avaient peut-être une mauvaise opinion du président à cause des événements qui s’étaient produits au cours des semaines précédentes.

C’est à cet ethos de leader accompli que Jean-Luc Mélenchon doit s’opposer s’il veut emporter le dessus au débat politique. Il devra donc procéder à une déconstruction de cette image idéale que Macron a élaborée tout au long de son allocution.

4. La réponse de Jean-Luc Mélenchon

La réaction du président du groupe parlementaire de La France insoumise, d’une durée de 6.30 minutes, suit immédiatement l’allocution de Macron. En effet, Mélenchon entre dans la salle de presse de l’Assemblée nationale à peine deux minutes après la conclusion de cette allocution, afin de partager avec les journalistes et, par leur intermédiaire, avec les citoyens, son point de vue sur l’analyse que le chef de l’État a effectuée à propos de la crise et sur les solutions qu’il a proposées pour l’amélioration de la situation du pays⁴.

Si Macron a utilisé son discours pour essayer de reconstruire son image publique, Mélenchon utilise sa réaction pour tenter de ruiner ce travail de restauration de l’ethos présidentiel. Le leader de la gauche radicale focalise son intervention, dès le début, sur l’activité énonciative de Macron. En effet, Mélenchon commence son discours par l’énoncé “Le président de la République a parlé”. En s’exprimant de la sorte, il circonscrit la figure d’Emmanuel Macron, en la limitant à son rôle institutionnel de chef de l’État. Par cet énoncé, Mélenchon limite aussi son propre discours à l’analyse de l’acte d’énonciation auquel on vient d’assister à travers la télévision.

Immédiatement après avoir ciblé l’objet de sa réponse, c’est-à-dire Macron en tant que président et l’acte communicatif qu’il vient de réaliser, Mélenchon s’attaque directement

⁴ La vidéo du discours de Mélenchon est disponible sur son blog officiel: <https://melenchon.fr/2018/12/10/video-gilets-jaunes-melenchon-repond-a-macron/>.

à l'image de son adversaire. Ainsi son deuxième énoncé, "il se trompe d'époque", attribue un ethos global à l'ensemble de l'acte d'énonciation du président. Le leader de La France insoumise caractérise ainsi de façon expéditive le comportement de son adversaire tout au long de l'intervention télévisée qu'il vient d'effectuer. En effet, avant d'entrer dans le détail du contenu de l'allocution présidentielle, Mélenchon qualifie (il vaudrait mieux dire *disqualifie*) l'attitude générale de Macron, en attaquant directement l'un des ethos principaux que ce dernier avait essayé de se construire. Si le président a tenté de montrer sa proximité à l'égard de nombreux secteurs de la société, en essayant de désigner un ethos solidaire capable de réparer cette image éloignée et peut-être hautaine et indifférente, l'énoncé catégorique de Mélenchon cherche à ruiner ce travail de réparation en sélectionnant l'un des aspects les plus négatifs de cette vision que Macron s'efforce d'annuler. En effet, la référence à un chef de l'État dont le comportement correspond à une autre époque, à un temps révolu caractérisé sans doute par l'autoritarisme exercé par les détenteurs du pouvoir, est destinée à créer l'image de quelqu'un qui se croit au-dessus des citoyens et qui tire sa légitimité d'une autre instance extérieure à ce collectif qui l'a élu. À l'image du chef-souverain-paternel que le président a essayé de se composer, Mélenchon veut substituer une image de despote-autoritaire-arrogant afin de briser le lien que Macron a essayé de rétablir avec le peuple qui avait voté majoritairement pour lui

Après cette caractérisation globale de l'allocution présidentielle, l'orateur commence son analyse en justifiant précisément cette affirmation initiale. En effet, selon Mélenchon, le comportement énonciatif de Macron mérite, depuis le début, cette considération négative:

Il a commencé par gronder le peuple pour les violences qui ont été commises sans dire un mot pour les victimes de celles-ci, qu'il s'agisse des gens qui ont été blessés ou meurtris très cruellement ou pour les forces de l'ordre, les uns et les autres en quelque sorte enfermés dans une logique voulue par les politiques.

Le verbe *gronder* vise à présenter un Macron qui, en adoptant une position de supériorité arrogante et en se situant au-dessus des citoyens dont il tire vraiment la légitimité, les réprimande avec autorité. Le peuple, à son tour, est présenté comme victime des violences "qui ont été commises". Cette formulation, au passif sans complément d'agent, sépare le peuple dans son ensemble de la responsabilité de ces violences et confère au collectif formé par l'ensemble des citoyens un ethos innocent et souffrant qui contraste fortement avec l'ethos arrogant attribué au président.

En évitant un discours de bons et de méchants, Mélenchon intègre dans la même communauté des victimes les "gens qui ont été blessés ou meurtris très cruellement" et les "forces de l'ordre", une communauté pour laquelle Macron n'a pas eu le moindre geste dans son allocution, à tel point qu'il n'a pas dit "un mot" pour ces victimes. À l'ethos solidaire que le chef de l'État a essayé de se construire dès le début de son discours, Mélenchon oppose

ainsi, depuis le début du sien, l'éthos non solidaire de quelqu'un qui, se situant au-dessus de ses concitoyens, se permet de les blâmer, laissant de côté les souffrances qu'ils ont eu à endurer à cause des violences. Et il éloigne encore plus ces citoyens par rapport à la responsabilité des violences, en affirmant qu'elles ont été provoquées par "une logique voulue par les politiques", une logique dont les citoyens ne sont que les victimes. Et face à ces victimes, Mélenchon situe "les politiques", qui ont "voulu" la logique dans laquelle le peuple a été enfermé. En s'exprimant de la sorte, l'orateur refuse son appartenance à ce collectif des politiques, malgré sa condition de député. Il cherche ainsi à se façonner un ethos solidaire vis-à-vis des victimes qui l'aide à renforcer l'éthos négatif du collectif des politiques, au premier rang duquel il situe sans doute le gouvernement et le président de la République. Il faut tenir compte du fait que La France insoumise a été lancée par Mélenchon, en février 2016, comme un mouvement citoyen, bien qu'en janvier 2017 le mouvement se soit constitué en parti politique afin de pouvoir se présenter à la présidentielle de cette année. Mélenchon apparaît ainsi devant les journalistes en tant que membre de ce mouvement populaire insoumis contre les pouvoirs politiques et économiques et non comme un membre de la classe politique traditionnelle à laquelle s'oppose le mouvement dont il fait partie. C'est à partir de cette position que, choisissant la scénographie du protecteur des victimes, il veut se faire voir comme le défenseur des insoumis contre l'action du gouvernement qu'il présente comme nuisant gravement à leurs intérêts, et il veut montrer sa solidarité vis-à-vis de ces citoyens insoumis. C'est dans cette même dynamique qu'il essaie d'assimiler Macron à la classe politique traditionnelle, en le présentant comme un président arrogant éloigné du peuple. En fait, la notice biographique de Mélenchon, qui figure sur le site web de La France insoumise, rappelle qu'"il initie en 2014 le Mouvement pour la 6ème République (M6R) qui rassemble plus de 100 000 soutiens et milite pour abolir la monarchie présidentielle"⁵. C'est justement cette image, cet ethos de monarche distant et peu préoccupé du peuple qu'il essaie d'associer à Macron.

Mais cette stratégie de Mélenchon laisse de côté une partie importante du début du discours de Macron. S'il est vrai que le chef de l'État avait mentionné ces "violences inadmissibles", face auxquelles il avait montré un ethos de caractère, il est vrai aussi qu'il avait évoqué des "revendications légitimes", fruit d'une "indignation", d'une "colère" que "beaucoup de Français peuvent [...] partager". Et Macron cherche à exprimer un ethos solidaire vis-à-vis des secteurs les plus défavorisés qui ressentent tout spécialement cette indignation. En cherchant à présenter le président comme un chef non solidaire, Mélenchon sélectionne l'éthos dur montré par le président, omettant cet autre côté plus humain et empathique. Cette opération de déconstruction tente de ruiner le travail préalable effectué par le premier orateur et de reconstruire un ethos différent, très négatif, à partir seulement de certains éléments de son allocution, ceux qui se prêtent le mieux à son travail de reconstruction.

5 <https://lafranceinsoumise.fr/les-parlementaires-de-la-france-insoumise/jeanlucmelenchon/>

Et l'énoncé suivant renforce cette image du président comme un souverain d'autrefois, éloigné du peuple et cherchant seulement à apaiser la révolte. En effet, Mélenchon aborde ensuite, d'une façon globale, les mesures annoncées par le président, en les qualifiant de "distribution de monnaies". Tout d'abord il fait référence aux "inégalités" qui ont causé "l'indignation du très grand nombre". Pour le locuteur, ces inégalités arrivent à tel point que "les uns ont tout et les autres rien". Il établit ainsi une dichotomie brutale entre deux classes de citoyens, les riches et les pauvres, pour affirmer ensuite que la réponse du chef de l'État à l'indignation est cette "distribution de monnaies" qui présente Macron comme un gouvernant qui veut obtenir la paix sociale et la faveur du peuple en répartissant une somme insignifiante entre les plus démunis. Cette façon d'exposer les choses renvoie à une image fixée dans l'imaginaire collectif: il s'agit du riche puissant lançant des pièces de monnaie à la plèbe lors d'une célébration; encore une image qui relie Macron à une autre époque et qui le présente comme un souverain despotique.

Les deux premières séquences d'énoncés sont ainsi destinées à disqualifier globalement et le discours de Macron et l'ensemble de ses mesures, composant un ethos très négatif du président. En effet, se basant sur un imaginaire socio-discursif⁶ de la modernité démocratique contre le passé despotique, ces deux premières parties déconstruisent l'image d'un Macron solidaire et reconstruisent l'image négative d'un président non solidaire de ses concitoyens. Mélenchon façonne ainsi dans le début de son discours ce que Maingueneau (2002: 65) appelle un *anti-ethos*, qui s'oppose à l'ethos créé par Macron dans son allocution.

C'est après cette caractérisation globale de l'activité énonciative du chef de l'État et des mesures qu'il avait annoncées que commence vraiment l'analyse de celles-ci. Mais avant de réaliser cette analyse, qu'il structure clairement en cinq points, Mélenchon prononce deux énoncés destinés à introduire le point de vue de son groupe parlementaire.

Le premier de ces énoncés, "C'est à ceux qui sont dans cette action aujourd'hui, c'est-à-dire les gilets jaunes et les jeunes, de dire si cela leur convient", offre l'image d'un orateur qui ne veut pas imposer son opinion aux deux collectifs directement impliqués dans la mobilisation, créant ainsi l'ethos d'un Mélenchon tolérant et solidaire vis-à-vis de l'opinion de ces collectifs. Le second, "Mais pour notre part, comme parlementaires insoumis, voici ce que nous voyons", présente la source de l'opinion exprimée par Mélenchon: le groupe parlementaire de La France insoumise, représenté par un *nous* qui inclut le locuteur. C'est alors que commence l'analyse, destinée à contester l'efficacité des mesures annoncées par le président.

Dans le premier point l'orateur veut mettre en évidence le fait que ces mesures laissent de côté "une partie considérable de la population" et présente l'image d'un Macron qui abandonnerait les plus défavorisés. C'est pour cela que Mélenchon choisit précisément les personnes les plus touchées par la crise: les chômeurs, les salariés à temps partiel, les femmes, et les retraités, dont beaucoup seraient considérés comme des riches par le président. Beaucoup

6 Au sujet des imaginaires socio-discursifs, cf. Charaudeau (2007) et Charaudeau (2014: 157-190).

de ces personnes appartiennent aux collectifs que Macron avait choisis tout spécialement pour montrer sa proximité. Cherchant à annuler l'effet solidaire du discours du chef de l'État, Mélenchon met l'accent sur ces collectifs afin de briser le lien affectif que son adversaire avait essayé de créer dans son allocution. À ces groupes sociaux, l'orateur ajoute les fonctionnaires et les jeunes scolarisés, composant l'image d'un Macron qui ne se préoccupe pas pour une quantité importante de citoyens.

Cependant il est vrai que l'allocution présidentielle contenait des paroles destinées à montrer sa préoccupation pour les collectifs en difficulté. C'est pour cela que, reconnaissant ces propos de Macron, mais cherchant à annuler leur effet bénéfique sur l'ethos, Mélenchon commence son deuxième point en parlant des "paroles sentimentales" exprimées par Macron. À ces paroles, il oppose "une réalité bien crue" qu'il constate en tant que porte-parole de son groupe parlementaire. La préposition *au-delà de*, qui précède la référence à ces paroles, contribue à renforcer cet effet d'annulation, en les situant à un niveau purement discursif, tout à fait dépassé par la réalité effectivement constatée. Et le détail de cette dure réalité vise à déconstruire l'ethos composé par le président au moyen de ses propos solidaires vis-à-vis des plus touchés par la situation de crise et à le remplacer par un anti-ethos non solidaire. En effet, la réalité mise en avant par Mélenchon signale que le coût total des mesures présentées par Macron retombera sur les "contribuables et les assurés sociaux", c'est-à-dire sur les travailleurs et les classes moyennes. De ce collectif qui va assumer l'effort économique via l'impôt, l'orateur exclut les grandes fortunes, les profits et les employeurs, ce que l'on considère habituellement comme *les riches*. Dans le discours de Mélenchon, Macron devient ainsi le président des classes fortunées, un président qui n'a pas la volonté ou le courage de faire payer à ces riches et de charger le coût de la crise sur ces classes privilégiées, ce qui le sépare totalement des travailleurs dont l'orateur devient le défenseur, en assumant l'ethos dont il vient de priver Macron.

Le troisième point est destiné à renforcer cette vision de la réalité présentée dans le deuxième. Ici, l'orateur se réfère à un autre groupe que l'on classe souvent dans le collectif des *riches*. Il s'agit des actionnaires, qui selon Mélenchon "sont bien protégés" dans ce contexte. Cette affirmation attribue à Macron une attitude active dans la défense des riches dont il devient solidaire dans le discours de Mélenchon. Le président solidaire des travailleurs et des plus démunis se transforme ainsi en protecteur des propriétaires des entreprises qui n'auront pas l'obligation de payer de prime exceptionnelle. En effet, le président avait annoncé qu'il demanderait "à tous les employeurs qui le peuvent, de verser une prime de fin d'année à leurs employés", une prime qui n'aurait "à acquitter ni impôt ni charge". À cause de cette exonération fiscale, la mesure ne produira, selon Mélenchon, qu'un "effet d'aubaine"; l'orateur disqualifie ainsi la proposition de Macron, qui serait non seulement inefficace, mais aussi contreproductive. Il critique également la décision du président de ne pas rétablir l'impôt sur la fortune, l'une des revendications des "gilets jaunes", renforçant l'ethos

non solidaire qu'il veut attribuer à Macron envers les nécessiteux. En effet, la subordonnée "alors que le moment de la solidarité est venu", qui cite explicitement le concept de *solidarité*, dévoile un Macron insensible à cette nécessité et préoccupé uniquement pour les secteurs les plus favorisés de la société. Ce caractère insensible et arrogant est renforcé par l'attitude d'un président qui refuse de donner des explications aux citoyens à propos du non-rétablissement de cet impôt, étant donné que, selon Mélenchon, il a pris cette décision "sans qu'on sache pourquoi". Finalement l'orateur souligne que le crédit d'impôt compétitivité, qui suppose un allègement des cotisations patronales sur les salaires, n'est pas supprimé. La critique de certaines des mesures annoncées par Macron, réalisée dans ce troisième point du discours de Mélenchon, offre donc cette image d'un président des riches, arrogant et dédaigneux vis-à-vis du reste de la population, surtout des personnes qui mériteraient une attention toute spéciale de la part du chef de l'État. Il est vrai que l'allocation du président contient d'autres mesures économiques à caractère social, comme l'augmentation du SMIC de 100 euros ou l'annulation de l'augmentation de la CSG (contribution sociale généralisée) pour les retraités touchant moins de 200 euros par mois, mais Mélenchon sélectionne comme objectif de sa critique les mesures qui se prêtent le mieux à la création d'un ethos négatif de Macron. En fait, il avait déjà essayé d'annuler l'effet positif que ces autres mesures auraient pu avoir sur l'image du président, les traitant de "distribution de monnaies".

Le quatrième point, très bref, se réfère au manque de réponse, dans l'allocation présidentielle, aux demandes d'une plus grande participation citoyenne à la vie politique. Si Macron a exprimé dans son discours sa volonté d'aborder "les questions qui touchent à la représentation; la possibilité de voir les courants d'opinion mieux entendus dans leur diversité" et s'il a aussi lancé l'idée "que soient admis à participer au débat des citoyens n'appartenant pas à des partis", il n'a pas proposé d'action concrète dans ce sens; c'est pourquoi Mélenchon constate dans le discours de Macron "des bonnes intentions", mais pas de réponses, offrant encore une fois l'image d'un président qui exprime de bons propos, mais qui ne propose pas de solutions. Tenant compte du fait qu'il s'agit ici de la participation des citoyens à la gestion de la chose publique, Macron apparaît comme un président qui ne prétend aucunement partager le pouvoir avec les gouvernés, ce qui renforce l'image d'un gouvernant autoritaire.

Dans le cinquième point de son exposé, Mélenchon va au-delà de l'allocation du président et il s'attaque directement à la gestion économique de Macron, surtout aux éléments fondamentaux de celle-ci, qui sont le budget et le projet de loi des finances. Si le premier est désorganisé, aux yeux de l'orateur, le deuxième est désarticulé, d'où une diminution des services publics. Dans ce dernier point, Mélenchon s'attaque à l'ethos de compétence du président et le présente comme un gouvernant incapable de gérer l'économie du pays, ce par quoi il cherche à détruire l'image d'un leader qui pourrait diriger les finances nationales à un moment où cette habileté apparaît comme essentielle.

Une fois les cinq points de son analyse présentés, Mélenchon reprend, à la fin de

son discours, la prise en considération globale de l’allocution présidentielle qu’il avait commencée au début de sa conférence de presse. Mais il le fait en guise de conclusion, à partir des considérations exprimées dans ces cinq points qu’il vient d’exposer. Tout d’abord, il vient comme le porte-parole de son groupe parlementaire: “À nos yeux, plus que jamais, est reposée la question du sens de la politique qui est appliquée dans le pays”. Et, en tant que tel, il conteste la politique appliquée par Emmanuel Macron pour s’attaquer immédiatement à l’image du président, en évoquant la contradiction déjà présentée au deuxième point entre les propos solidaires qu’il a exprimés vis-à-vis des victimes de la crise et les mesures qu’il a proposées. Ainsi, aux “bonnes intentions” et aux “sentiments chaleureux” que Macron aurait éprouvés “à l’égard du peuple”, Mélenchon oppose “la politique générale qu’il a tracée” et le “budget qu’il a proposé”. Selon cet avis, les mots de Macron sont complètement démentis par ses actes, ce qui déconstruit l’image solidaire du président, en lui attribuant des propos insincères, et construit l’ethos d’un Macron qui voudrait contenter les secteurs défavorisés pour appliquer ensuite des politiques qui favorisent les riches. Mélenchon s’attaque également à l’ethos de caractère d’un chef de l’État qui n’a ni la volonté ni la détermination nécessaires pour appliquer les mesures dont la France a besoin pour sortir de la situation dans laquelle elle se trouve. L’orateur se réfère ainsi à une politique présidentielle “qui compte sur un effet magique de ruissellement des riches vers ceux qui ont moins”, ce qui n’exigerait pas l’intervention active du premier mandataire de la Nation. À cette inaction, Mélenchon oppose le besoin de “mettre en place un budget qui part des besoins connus du peuple et qui part de la nécessité de l’investissement écologique”, un besoin qui ne trouverait pas de réponse dans l’allocution de Macron.

Et immédiatement, en assumant à la première personne la responsabilité de l’opinion exprimée, au moyen de l’expression “selon moi”, l’orateur s’attaque encore aux “paroles qui ont été prononcées par le président de la République”, pour les qualifier de “vaines”. L’ethos solidaire façonné par Macron devient ainsi, dans le discours de Mélenchon, quelque chose de creux, de vide, qui n’a aucun effet sur le comportement effectif du président. Et encore une fois, il s’attaque à l’ethos de caractère de Macron, mais cette fois-ci ce n’est pas pour l’annuler, mais pour le renverser. En effet, dans sa véritable conclusion, Mélenchon, “comme républicain”, exprime sa tristesse de voir le président de la République “répéter des attaques contre l’État”, soit par son silence sur l’industrie du pays, soit surtout en soulevant la question de l’immigration. L’image ainsi créée présente un Macron qui ne souhaite pas affronter les vrais défis de la société française et qui est déterminé à saper les fondements de l’État. Face à cette image présidentielle, Mélenchon adopte une attitude de défense des valeurs républicaines conforme à la scénographie du défenseur du peuple qu’il a choisie depuis le début de son discours.

Et il termine son discours en se référant au cinquième samedi de mobilisation, convoqué pour le 15 décembre, cinq jours après sa conférence de presse. Il exprime sa confiance

dans le succès de cet acte mais, affichant encore son ethos humble et sa soumission à la volonté des gilets jaunes, il s'en remet "à la décision prise par ceux qui sont dans l'action".

5. Conclusion

Ce travail nous a permis de constater la pertinence de ce type d'étude au sujet de l'ethos qu'un deuxième locuteur reconstruit à partir de l'image qu'un premier locuteur a élaboré de lui-même. Le discours politique se prête particulièrement bien à cette analyse, étant donné l'importance que la construction de l'image de soi et la destruction de l'image d'autrui ont pour les personnes qui cherchent à obtenir la faveur des votants sur la scène publique.

Ce type de travail doit obligatoirement partir de l'image élaborée par la première instance, afin de pouvoir observer les stratégies utilisées par la deuxième instance pour anéantir cet effort initial d'élaboration. Le président Macron, qui se voit forcé de réparer une image détériorée par la crise et par son absence pendant les premières semaines des mobilisations, s'évertue à élaborer une image qui le présente comme le leader idéal qui peut résoudre la situation difficile de la France. Ainsi, à partir de son analyse de la crise dans laquelle se trouve le pays, de sa présentation des mesures qu'il compte mettre en œuvre pour surmonter cette situation délicate et de la mise en scène globale de son discours, il adopte l'image d'un chef souverain, qui tire son pouvoir du peuple qui l'a élu. Il tente de créer un ethos solidaire vis-à-vis de ce peuple, surtout des personnes les plus défavorisées et les plus touchées par la crise, et il se montre attentif à leurs souffrances et à leurs besoins. Il veut montrer également sa capacité à élaborer un programme de sortie de la crise et son caractère déterminé à appliquer ces mesures et à faire face à ceux qui s'opposent à lui. À cette facette de son image discursive s'ajoute celle d'un guide à même d'anticiper les problèmes à venir, de rassembler le peuple et de le conduire à l'état de bien-être collectif.

Le discours de Mélenchon, qui analyse le positionnement et les mesures de Macron, constitue un travail intense de déconstruction de cet ethos façonné par le président et un effort de reconstruction d'un ethos contraire. Tout d'abord, le leader de La France insoumise disqualifie globalement le comportement du président en s'attaquant à son ethos de chef paternel solidaire afin de le remplacer par un ethos non solidaire, arrogant et autoritaire. Ensuite, il offre une révision, divisée en cinq parties, des mesures proposées par Macron. À partir d'une sélection sans doute calculée des parties de l'allocution présidentielle qui conviennent le mieux au travail qu'il veut effectuer, il se livre à une déconstruction de l'ethos solidaire, ainsi que de l'ethos de caractère. Ainsi, il tente de séparer le président des secteurs les plus démunis et de le rapprocher des membres les plus favorisés de la société, en le peignant comme le défenseur des riches. Dans le discours de son adversaire, Macron apparaît alors comme un président qui n'a pas le caractère nécessaire pour prendre les mesures qui aideraient vrai-

ment ces secteurs nécessiteux, mais qui n'hésite pas à se positionner du côté des fortunés. Mélenchon le présente également comme un chef incapable de mettre en œuvre des mesures efficaces pour vaincre les difficultés, en essayant ainsi de ruiner l'image que son adversaire a voulu se construire tel le leader nécessaire à la France en ces temps de crise.

L'objectif primordial de Mélenchon est d'anéantir le travail préalable de Macron et d'offrir une image négative du président. Cependant, il n'oublie pas sa propre image. En effet, en choisissant la scénographie du protecteur des défavorisés, il se construit un ethos engagé vis-à-vis de ceux qui subissent la situation et de ceux qui luttent pour l'améliorer, montrant une image humble et soumise à la volonté des secteurs militants, notamment des "gilets jaunes" et des jeunes. Il complète ainsi le travail de destruction de l'ethos de son adversaire avec un travail d'affirmation de son propre ethos en tant que représentant de ces insoumis dont il veut être le porte-parole.

Références bibliographiques

- AMOSSY, Ruth. 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale*. Paris, PUF.
- AMOSSY, Ruth. 2014. "L'ethos et ses doubles contemporains" in *Langage et société*, n° 149, 13-30: <<https://www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2014-3-page-13.htm>> [04/02/2022].
- AMOSSY, Ruth, Roselyne KOREN & Maria SALTYKOV. 2017. "Une approche argumentative de la réparation d'image: Jean-Luc Mélenchon aux présidentielles de 2017" in *Langage et société*, n° 164, 117-135: <<https://www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2018-2-page-117.htm>> [05/02/2022].
- CHARAUDEAU, Patrick. 2000. "La pathémisation à la télévision comme stratégie d'authenticité" in Doury, Marianne, Christian Plantin & Véronique Traverso (éds.). *Les émotions dans les interactions*. Lyon, Presses Universitaires de Lyon: <<http://www.patrick-charaudeau.com/La-pathemisation-a-la-television.html>> [01/02/2022].
- CHARAUDEAU, Patrick. 2001. "Visées discursives, genres situationnels et construction textuelle" in Ballabriga, Michel (éd.). *Analyse des discours. Types et genres*. Toulouse, Éditions Universitaires du Sud, 45-73.
- CHARAUDEAU, Patrick. 2006. "Un modèle socio-communicationnel du discours. Entre situation de communication et stratégies d'individuation" in *Médias et culture, numéro spécial en hommage à Daniel Bounoux. Discours, outils de communication, pratique: quelle(s) pragmatique(s)?* Paris, L'Harmattan, 15-40.
- CHARAUDEAU, Patrick. 2007. "Les stéréotypes, c'est bien. Les imaginaires, c'est mieux" in Boyer, Henry (sous la direction de). *Stéréotypage, stéréotypes: fonctionnements ordinaires et mises en scène*. Paris, L'Harmattan, 49-63.
- CHARAUDEAU, Patrick. 2014 [2005]. *Le discours politique. Les masques du pouvoir*. Limoges, Éditions Lambert-Lucas.
- CHARAUDEAU, Patrick. 2015. "De la 'scène d'énonciation' au 'contrat', aller retour" in An-

germuller, Johannes & Gilles Philippe (dir.). *Analyse du discours et dispositifs d'énonciation. Autour des travaux de Dominique Maingueneau*. Limoges, Éditions Lambert-Lucas, 109-116.

GOFFMAN, Erving. 1973 [1956]. *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*. Paris, Minuit.

LACAZE, Grégoire. 2017. "La (re-)construction d'un ethos discursif dans les énoncés au discours direct: la subjectivité à l'œuvre" in *Études de stylistique anglaise*, n° 11, 83-112: <<https://journals.openedition.org/esa/638>> [02/02/2022].

LONFAT, Valentin. 2013. "Construction et déconstruction des ethos dans les débats médiatiques" in *Cahiers du Centre de linguistique et des sciences du langage*, n° 34, 261-276: <<https://www.cahiers-clsl.ch/article/view/801>> [05/02/2022].

MAINGUENEAU, Dominique. 2002. "Problèmes d'ethos" in *Le français aujourd'hui*, n° 151, 29-35: <<https://doi.org/10.3406/prati.2002.1945>> [14/01/2022].

MAINGUENEAU, Dominique. 2007. "Genres de discours et modes de généricité" in *Pratiques: Linguistique, littérature, didactique*, n° 113-114, 55-67: <<https://www.cairn.info/revue-le-francais-aujourd-hui-2007-4-page-29.htm>> [15/01/2022].

MARTEL, Guylaine & Martin JOLICOEUR. 2013. "L'ethos de chef: une analyse de la construction de l'image des politiciens au cours du *Débat des chefs*" in Bélanger, Éric, Frédérick Bastien & François Gélinau (dir.). *Les Québécois aux urnes*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 149-162: <<https://books.openedition.org/pum/5906>> [02/02/2022].

MAYAFFRE, Damon. 2015. "L'anaphore rhétorique. Figure des figures du discours électoral de Nicolas Sarkozy" in *Pratiques*, n° 165-166: <<https://doi.org/10.4000/pratiques.2418>> [03/02/2022].

Annexe: Transcription du discours de Jean-Luc Mélenchon⁷

Le président de la République a parlé, il se trompe d'époque. Il a commencé par gronder le peuple pour les violences qui ont été commises, sans dire un mot pour les victimes de celles-ci, qu'il s'agisse des gens qui ont été blessés ou meurtris, très cruellement, ou pour les forces de l'ordre, les uns et les autres en quelque sorte enfermés dans une logique voulue par les politiques.

À l'indignation du très grand nombre contre les inégalités et surtout contre le fait que les uns ont tout et les autres rien, il a pensé qu'une distribution de monnaies pourrait calmer l'insurrection citoyenne qui a éclaté. C'est à ceux qui sont dans cette action aujourd'hui, c'est-à-dire les gilets jaunes et les jeunes, de dire si cela leur convient. Mais pour notre part, comme parlementaires insoumis, voici ce que nous voyons:

⁷ Puisqu'il n'existait pas de transcription officielle publiée du discours, nous avons réalisé personnellement ce travail de reproduction graphique des paroles prononcées par Jean-Luc Mélenchon. La responsabilité de cette transcription n'est donc imputable qu'à nous.

Premier point. Une partie considérable de la population n'est concernée par aucune des mesures annoncées par le président de la République et sans doute parmi ceux qui en auraient eu le plus besoin. D'abord les chômeurs et parmi eux les 50% qui ne sont pas indemnisés. Les salariés à temps partiel et parmi eux les 80% qui sont des femmes, qui de surcroît sont moins payées que les hommes à travail égal. Les retraités, dont la désindexation des retraites est maintenue et qui, pour ceux d'entre eux qui sont au-delà d'un certain seuil qui fait d'eux aux yeux du président des riches, ils restent assujettis à l'augmentation de la CSG. Les fonctionnaires ne sont pas pris en compte et la jeunesse scolarisée non plus.

Deuxième point. Au-delà des paroles sentimentales qu'il a exprimées, nous voyons une réalité bien crue: toutes les mesures qu'il a annoncées seront payées par les contribuables et les assurés sociaux, aucune par les grandes fortunes ni les profits. L'exonération des heures supplémentaires sera payée soit par la Sécu soit par l'État. L'augmentation du SMIC, dont il nous est dit qu'il ne coûtera pas un euro de plus aux employeurs, sera donc payée forcément par l'impôt.

Troisième point. Dans ce contexte les actionnaires sont bien protégés. La prime exceptionnelle versée par les entreprises ne sera pas obligatoire, si bien en définitive que lorsqu'elle existe déjà, car il en existe dans nombre d'entreprises, et bien ce sera un effet d'aubaine puisqu'elles seront exonérées de charges fiscales. L'impôt sur la fortune n'est pas rétabli, sans qu'on sache pourquoi, alors que le moment de la solidarité est venu. Le crédit d'impôt compétitivité emploi est maintenu et son coût extravagant conforté.

Quatrième point. Aucune des revendications pour davantage de démocratie participative ne reçoit de réponse. Des bonnes intentions si, mais des réponses non.

Cinquième point, et pour un parlementaire c'est important. Le budget est totalement désorganisé. La discussion que nous avons eue en première lecture n'aura donc servi à peu près à rien. Au total il s'agit de trouver plus de 10 milliards supplémentaires pour le budget de l'État. Le projet de loi de finances actuel est désarticulé. Le Premier ministre a déjà annoncé que pour compenser ce que je viens d'évoquer il y aura des économies, dit-il, supplémentaires, c'est-à-dire moins de services publics, le contraire de ce qui est demandé.

À nos yeux, plus que jamais, est reposée la question du sens de la politique qui est appliquée dans le pays. Ce qu'Emmanuel Macron vient de dire ce soir à propos des bonnes intentions et des sentiments chaleureux qu'il éprouve, dit-il, à l'égard du peuple, ne correspond en rien à la politique générale qu'il a tracée ni au budget qu'il a proposé. Il faut choisir: ou bien continuer la politique qui compte sur un effet magique de ruissellement des riches

vers ceux qui ont moins ou bien mettre en place un budget qui part des besoins connus du peuple et qui part de la nécessité de l'investissement écologique.

Selon moi, les paroles qui ont été prononcées par le président de la République sont vaines. Mais je ne peux conclure sans dire, comme responsable politique et comme républicain, ma tristesse de voir le président de la République d'une part répéter des attaques contre l'État, qu'il soit muet sur l'industrie au moment où celle-ci est mise en cause et surtout, et surtout, qu'il ait décidé de remettre sur la table la question de l'immigration dans des termes aussi discutables que ceux qu'il a utilisés en faisant le lien avec la loi de 1905 de laïcité de l'État.

Voilà mesdames et messieurs pourquoi je crois que l'acte 5 qui se jouera samedi prochain, l'acte 5 du début de la révolution citoyenne dans notre pays, sera un moment de grande mobilisation. Mais bien sûr, comme tout un chacun, je m'en remets à la décision qui sera prise par ceux qui sont dans l'action. Merci.